



MASCARADE AU CSA, LA DIRECTION TRICHE, FO JUSTICE ENTRE EN RÉSISTANCE !

Alors que le dialogue social était déjà moribond au sein de l'établissement, les représentants de **FO JUSTICE** ont accepté de siéger ce mardi 26 mai 2026. Notre unique objectif ? Défendre le terrain, améliorer le quotidien des agents de la brigade et faire valider les mesures d'Amélioration des Conditions de Travail (ACT) qui traînent depuis trop longtemps.

Mais la Direction avait un tout autre plan : celui de la manipulation et du coup de force.

LE COUP EN DOUCE : LE "DÉCLOISONNEMENT" PASSÉ EN CONTREBANDE

Le document officiel signé par le directeur faisait foi : 4 points à l'ordre du jour. Le mot « *déclouisonnement* » ? **Nulle part** ! Invisible !

Pourtant, au mépris des règles administratives les plus élémentaires, le directeur a sorti son projet de déclouisonnement du chapeau, poussant le vice jusqu'à vouloir forcer un vote !

C'est illégal : On ne vote pas sur un sujet qui n'est pas inscrit textuellement à l'ordre du jour !

C'est déloyal : C'est une tentative flagrante de piéger les représentants du personnel et, à travers eux, l'ensemble des agents.

Les élus **FO JUSTICE** se sont sentis profondément manipulés. Qu'il le sache bien : **NOUS NE SOMMES PAS DUPES, ET NOUS NE RESTERONS PAS LÀ !** Ce vote forcé est une déclaration de guerre au dialogue social.

CONGÉS ANNUELS : QUAND LE DIRECTEUR SE TRONÇONNE LUI-MÊME !

Cerise sur le gâteau de l'autoritarisme, le directeur a réitéré son refus d'appliquer le **Décret n°84-972** concernant les congés annuels. Sa justification ? « *C'est un décret, on n'est pas obligé de le suivre* ».

Mais pour qui se prend-il ? Un Chef d'établissement n'est pas un monarque absolu au-dessus des lois de la République !

La loi impose 20 jours de congés par an. Dès lors que l'agent a fait ses 20 jours, **le reste de ses jours lui appartient** !

C'est d'autant plus aberrant face au manque de personnel criant qui asphyxie la MA de Reims ! Alors que les agents souhaitent rester en service sur ces périodes pour maintenir les effectifs à flots et assurer la sécurité de tous, le directeur s'obstine à vouloir les chasser en repos forcé. L'administration préfère vider artificiellement les compteurs de congés plutôt que de laisser du monde sur le terrain pour faire tourner la détention. C'est de l'inconscience pure !

SLPFO MA REIMS

23 Boulevard Robespierre
51100 Reims
TEL : 06 14 17 38 19

La Secrétaire Locale
A Reims, le 27/05/2026





**MASCARADE AU CSA, LA DIRECTION TRICHE,
FO JUSTICE ENTRE EN RÉSISTANCE !**

LA SUITE ? ELLE VA PIQUER.

Face à une telle trahison, FO JUSTICE tire les conséquences de l'attitude de la Direction.

LE DIALOGUE SOCIAL EST DEFINITIVEMENT ROMPU

Rappelons que nous avons accepté de reprendre langue avec la direction de manière exceptionnelle, uniquement pour faire avancer le dossier ACT et défendre le quotidien des agents. Puisque le directeur a profité de notre présence pour nous piéger avec son projet de décroisement, le rideau tombe.

Désormais, c'est le **BOYCOTT TOTAL : FO JUSTICE** n'assistera plus à **AUCUNE** instance face à cette direction déloyale !

En parallèle, nous engageons immédiatement les actions supérieures :

 SAISIE DE LA DIRECTION INTERRÉGIONALE :

Un rapport complet est envoyé immédiatement au Directeur Interrégional pour dénoncer ce CSA illégal, ce vote de contrebande et le refus d'appliquer les décrets de la Fonction Publique.

 RECOURS JURIDIQUES :

Nous accompagnerons chaque agent victime de l'arbitraire sur les congés devant le Tribunal Administratif s'il le faut.

Monsieur le Directeur, vous pensiez nous manipuler en coulisses ? Vous venez de fermer la seule porte de discussion qui restait ouverte.

**LA DIRECTION TRICHE, FO JUSTICE BOYCOTTE ET RESISTE !
NE LÂCHE RIEN !
REJOIGNEZ LE COMBAT POUR VOS DROITS !**

SLPFO MA REIMS

23 Boulevard Robespierre
51100 Reims
TEL : 06 14 17 38 19

La Secrétaire Locale
A Reims, le 27/05/2026

